

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 99 — 2755 [S - C - 99/21323]

7 MAI 1999. — Loi portant création du Palais des Beaux-Arts sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale et modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :
Base constitutionnelle

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE Ier. — Du Palais des Beaux-Arts

CHAPITRE Ier. — *Constitution, dénomination et siège social, objet social, capital, statuts, dispositions légales et réglementaires*

Constitution, dénomination et siège social

Art. 2. Il est constitué une société de droit public prenant la forme d'une société anonyme à finalité sociale, dénommée « Palais des Beaux-Arts ».

La dénomination « Palais des Beaux-Arts » devra toujours être précédée ou suivie sur tous les actes, factures, annonces, publications, correspondances, lettres de commandes et autres documents émanant de la société, de la mention « société anonyme de droit public à finalité sociale », de la mention « naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk » ou de la mention « Aktiengesellschaft des öffentlichen Rechts mit sozialer Zielsetzung ».

Le siège social de la société est établi au Palais des Beaux-Arts.

Objet social

Art. 3. § 1^{er}. La Société a pour objet :

1° d'élaborer et de mettre en oeuvre, sur le site du Palais des Beaux-Arts, une programmation culturelle pluridisciplinaire et intégrée, qui contribue au rayonnement européen et international de la Belgique fédérale, des Communautés et de Bruxelles-Capitale et qui comprend :

1. des productions culturelles spécifiques à la société Palais des Beaux-Arts, qui ne s'adressent pas exclusivement à l'une ou l'autre Communauté;

2. des coproductions dans les domaines visés au paragraphe précédent, en collaboration avec les sociétés, organismes et institutions qui poursuivent le même but;

3. la mise à disposition des salles et de l'infrastructure du bâtiment à des sociétés, organismes et institutions développant une programmation culturelle qui leur est propre.

Les tâches énumérées aux 1., 2. et 3. du présent paragraphe constituent la mission de service public de la société.

2° de gérer le bâtiment « Palais des Beaux-Arts », tant dans l'exercice de la mission de service public développée au 1°, qu'à des fins privées.

§ 2. Le Roi peut autoriser la société à organiser une activité en dehors du site du Palais des Beaux-Arts en cas de force majeure ou lorsque cette activité est complémentaire à une activité organisée sur le site du Palais des Beaux-Arts.

La société peut développer toutes les activités qui se rapportent directement ou indirectement à son objet social. Moyennant autorisation par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, la société peut s'associer à d'autres entreprises ou participer à la constitution de celles-ci.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 99 — 2755 [S - C - 99/21323]

7 MEI 1999. — Wet houdende oprichting van het Paleis voor Schone Kunsten in de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht met sociale doeleinden en tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :
Grondwettelijke basis

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL I. — Het Paleis voor Schone Kunsten

HOOFDSTUK I. — *Oprichting, benaming en maatschappelijke zetel, maatschappelijk doel, kapitaal, statuten, wettelijke en reglementaire bepalingen*

Oprichting, benaming en maatschappelijke zetel

Art. 2. Er wordt een vennootschap van publiek recht opgericht, die de vorm aanneemt van een naamloze vennootschap met sociaal oogmerk, die de benaming « Paleis voor Schone Kunsten » krijgt.

Op alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, briefwisseling, orders en andere stukken uitgaande van de vennootschap, dient de benaming « Paleis voor Schone Kunsten » steeds te worden voorafgegaan of gevolgd door de vermelding « naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk », « société anonyme de droit public à finalité sociale » of « Aktiengesellschaft des öffentlichen Rechts mit sozialer Zielsetzung ».

De maatschappelijke zetel van de vennootschap is gevestigd in het Paleis voor Schone Kunsten.

Maatschappelijk doel

Art. 3. § 1. De vennootschap heeft tot doel :

1° het uitwerken en het uitvoeren in de site van het Paleis voor Schone Kunsten van een pluridisciplinaire en geïntegreerde culturele programmatie die bijdraagt aan de Europese en internationale uitstraling van het federale België, van de Gemeenschappen en van Brussel-Hoofdstad, en die inhoudt :

1. culturele producties specifiek aan de vennootschap Paleis voor Schone Kunsten, die zich niet exclusief tot de ene of de andere Gemeenschap richten.

2. coproducties in de domeinen zoals bedoeld in de vorige paragraaf, in samenwerking met verenigingen, organismen en instellingen die hetzelfde doel nastreven.

3. terbeschikkingstelling van de zalen en de infrastructuur van het gebouw aan verenigingen, organismen en instellingen die een eigen culturele programmatie ontwikkelen.

De taken vermeld onder 1., 2. en 3. van deze paragraaf vormen de taken van openbare dienstverlening van de vennootschap.

2° het gebouw « Paleis voor Schone Kunsten » beheren, zowel ter uitvoering van de opdrachten van openbare dienstverlening omschreven in 1°, als van privé-opdrachten.

§ 2. De koning kan de vennootschap toestaan een activiteit buiten de site van het Paleis voor Schone Kunsten te organiseren, dit in geval van overmacht, of indien deze activiteit complementair is aan een activiteit in de site van het Paleis voor Schone Kunsten.

De vennootschap kan alle activiteiten ontplooiën die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar maatschappelijk doel. De vennootschap kan zich verenigen met andere ondernemingen of deze medeoprichten mits machtiging door een bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Capital

Art. 4. Le capital social initial de la société est représenté par des actions sans valeur nominale émises en contrepartie des apports suivants :

— la valeur nette comptable de l'apport de la personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts » classée dans la catégorie B visée à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

— la valeur nette de l'apport de l'usufruit de l'immeuble « Palais des Beaux-Arts »; cet usufruit est constitué pour toute la durée de l'existence de la société par dérogation à l'article 619 du Code civil.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la méthode d'évaluation des apports, la désignation d'un collège de trois experts chargés de procéder à l'évaluation et à la détermination de la rémunération effectivement attribuée en contrepartie des apports, ainsi que la procédure de constitution de la société.

Toutes les actions émises à l'occasion de la constitution de la société sont apportées à l'Etat fédéral.

Toute émission d'actions nouvelles est soumise à l'autorisation préalable du Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Cession des parts

Art. 5. L'Etat fédéral devra détenir à tout moment plus de 50 % du montant total des actions émises et des droits de vote.

Toute cession d'actions est approuvée au préalable par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Les actions ne peuvent être cédées par l'Etat fédéral qu'à titre onéreux. Le mode de détermination de la valeur de ces actions sera défini par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Apport

Art. 6. La personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts » est dissoute de plein droit à la date de constitution de la société. L'intégralité du patrimoine de la personne juridique de droit public sera transférée de plein droit, activement et passivement, à la société à la suite de cette dissolution.

Modification l'objet social ou de la forme juridique de la société

Art. 7. L'objet social, de même que la forme juridique de la société ne pourront être modifiés que par la loi.

Statuts

Art. 8. Les statuts de la société et toutes modifications de ceux-ci sont établis par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Les statuts de la société stipuleront les mentions prévues à l'article 164bis, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 6° et 9° des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, relatives aux sociétés à finalité sociale.

Les statuts de la société peuvent comporter des dénominations sociales abrégées et des dénominations sociales dans des langues qui ne sont pas officielles en Belgique.

Dispositions légales et réglementaires

Art. 9. § 1^{er}. La société est soumise aux dispositions légales et réglementaires du droit commercial, qui sont applicables aux sociétés anonymes pour autant qu'il n'y soit pas expressément dérogé par ou en vertu de la présente loi ou d'une loi particulière quelconque.

§ 2. Les actes de la société sont réputés être des actes de commerce.

§ 3. Les articles 13ter, 1^{er} alinéa, 4°, 75, 2e alinéa, 76, 104bis, § 1^{er}, 2e alinéa, et § 2, 164bis, § 1^{er}, 4°, 7° et 8 et 164ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne sont pas applicables à la société.

§ 4. La société n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire ni à celles de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

Kapitaal

Art. 4. Het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap is bij de aanvang vertegenwoordigd door aandelen zonder nominale waarde uitgegeven in tegenprestatie van de volgende inbrengen :

— de netto boekwaarde van de inbreng van de publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten » ingedeeld in categorie B zoals bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

— de netto waarde van de inbreng van het vruchtgebruik op het onroerend goed « Paleis voor Schone Kunsten ». Dit vruchtgebruik wordt gevestigd in afwijking van artikel 619 van het Burgerlijk Wetboek voor de volledige duurtijd van de vennootschap.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de toegepaste methode van waardering van de inbrengen, de aanstelling van een college van drie experts belast met de waardering en de bepaling van de werkelijke vergoeding als tegenprestatie voor de inbrengen, alsmede de procedure voor de oprichting van de vennootschap.

Alle aandelen uitgegeven bij de oprichting van de vennootschap worden toegewezen aan de Federale Staat.

Elke uitgifte van nieuwe aandelen is onderworpen aan de voorafgaandelijke goedkeuring van de Koning, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Overdracht van aandelen

Art. 5. De Federale Staat zal ten alle tijde meer dan 50 % van het totale aantal uitgegeven aandelen en stemrechten aanhouden.

Elke overdracht van aandelen wordt voorafgaandelijk goedgekeurd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De Federale Staat kan de aandelen enkel ten bezwarende titel overdragen. De wijze waarop de waarde van die aandelen wordt bepaald, zal bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden vastgelegd.

Inbreng

Art. 6. De publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten » wordt van rechtswege ontbonden op de dag van de oprichting van de vennootschap. De algemeenheid van het patrimonium van de publiekrechtelijke rechtspersoon wordt van rechtswege, actief en passief, overgedragen aan de vennootschap als gevolg van deze ontbinding.

Wijziging van het maatschappelijk doel of van de juridische vorm van de vennootschap

Art. 7. Het maatschappelijk doel en de juridische vorm van de vennootschap kunnen enkel bij wet gewijzigd worden.

Statuten

Art. 8. De statuten van de vennootschap en alle wijzigingen ervan worden vastgelegd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De statuten van de vennootschap bepalen de vermeldingen voorzien door artikel 164bis, § 1, 1°, 2°, 3°, 6° en 9° van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen betreffende de vennootschappen met sociaal oogmerk.

De statuten van de vennootschap mogen afkortingen voorzien van de maatschappelijke benaming en maatschappelijke benamingen in talen die niet officieel zijn in België.

Wettelijke en reglementaire bepalingen

Art. 9. § 1. De vennootschap is onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen van het handelsrecht die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen in zoverre hiervan niet uitdrukkelijk door of krachtens deze wet of welke bijzondere wet dan ook wordt afgeweken.

§ 2. De handelingen van de vennootschap worden geacht daden van koophandel te zijn.

§ 3. De artikelen 13ter, eerste lid, 4°, 75, tweede lid, 76, 104bis, § 1, tweede lid, en § 2, 164bis, § 1, 4°, 7° en 8° en 164ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn niet van toepassing op de vennootschap.

§ 4. De vennootschap is niet onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord noch aan die van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

CHAPITRE II. — *Organisation*

L'assemblée générale

Art. 10. § 1^{er}. Le Ministre qui a les affaires culturelles dans ses attributions représente l'Etat fédéral à l'assemblée générale.

§ 2. L'assemblée générale exerce les compétences qui lui sont dévolues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Elle est notamment chargée de l'approbation de l'inventaire et des comptes annuels.

Le conseil d'administration

Art. 11. § 1^{er}. Le conseil d'administration est composé de douze membres, en ce compris le président.

§ 2. Le conseil d'administration est composé d'un nombre égal de membres d'expression néerlandaise et d'expression française.

§ 3. Les membres du conseil d'administration sont nommés par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sur base de leurs connaissances en matière culturelle ou en matière de gestion. Les membres du conseil d'administration ne peuvent être révoqués que par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres sur avis conforme motivé du conseil d'administration statuant à la majorité simple.

§ 4. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour des termes renouvelables de six ans.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la moitié des membres du premier conseil d'administration mis en place lors de la création de la société seront nommés pour un terme de trois ans.

§ 5. Le mandat des membres du conseil d'administration est exercé à titre gratuit.

§ 6. En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les autres administrateurs pourront y pourvoir provisoirement, jusqu'à la nomination définitive conformément au paragraphe 3.

§ 7. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi ou par les statuts de la société, le mandat d'administrateur est incompatible avec le mandat ou la fonction suivante :

- 1° membre du Parlement européen ou de la Commission européenne;
- 2° membre des chambres législatives;
- 3° ministre ou secrétaire d'Etat fédéral;
- 4° membre du Conseil d'une communauté ou d'une région;
- 5° membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région ou secrétaire d'Etat régional;
- 6° membre du personnel statutaire ou contractuel de la société;
- 7° gouverneur d'une province ou membre de la Députation permanente.

§ 8. Lorsqu'un administrateur contrevient aux dispositions du paragraphe précédent, il est tenu de remettre sa démission. S'il ne le fait pas, il sera réputé de plein droit être démissionnaire dans un délai d'un mois à compter de la date de sa désignation prévue par son mandat, sans que cela ne porte préjudice à la validité juridique des actes qu'il a accomplis ou des délibérations auxquelles il a pris part pendant la période concernée.

§ 9. Le Roi nomme, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, le président du conseil d'administration, ainsi que le vice-président. La révocation du président et du vice-président en leur qualité d'administrateur entraîne de plein droit leur démission. En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président, ou en l'absence de celui-ci, du vice-président, est prépondérante. Le président et le vice-président appartiennent à un rôle linguistique différent.

§ 10. Le conseil d'administration est chargé de la surveillance et du contrôle de l'activité du comité de direction et du directeur général. Il a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie*

De algemene vergadering

Art. 10. § 1. De Minister die de culturele instellingen in zijn bevoegdheid heeft, vertegenwoordigt de federale Staat in de algemene vergadering.

§ 2. De algemene vergadering oefent de bevoegdheden uit die haar zijn toegekend door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Zij is onder meer bevoegd voor de goedkeuring van de inventaris en van de jaarrekeningen.

De raad van bestuur

Art. 11. § 1. De raad van bestuur bestaat uit twaalf leden, met inbegrip van de voorzitter.

§ 2. De raad van bestuur is samengesteld uit een gelijk aantal Nederlandstalige en Franstalige leden.

§ 3. De leden van de raad van bestuur worden, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, benoemd door de Koning op grond van hun kennis in culturele zaken of inzake beheer. De leden van de raad van bestuur kunnen slechts worden ontslagen door de Koning bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op eensluidend gemotiveerd advies van de raad van bestuur, goedgekeurd bij eenvoudige meerderheid.

§ 4. De leden van de raad van bestuur worden benoemd voor hernieuwbare termijnen van zes jaar.

In afwijking van de voorgaande alinea worden de helft van de leden van de eerste raad van bestuur, die geïnstalleerd wordt bij de oprichting van de vennootschap, benoemd voor een termijn van drie jaar.

§ 5. Het mandaat van de leden van de raad van bestuur wordt kosteloos uitgeoefend.

§ 6. Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, kunnen de andere bestuurders hierin tijdelijk voorzien tot op het ogenblik dat een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig paragraaf 3.

§ 7. Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens de wet of door de statuten van de vennootschap, is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met het mandaat of de functie van :

- 1° lid van het Europees Parlement of de Europese Commissie;
- 2° lid van de wetgevende kamers;
- 3° Federale minister of staatssecretaris;
- 4° lid van de Raad van een gemeenschap of gewest;
- 5° lid van de regering van een gemeenschap of gewest of gewestelijk staatssecretaris;
- 6° lid van het statutair of contractueel personeel van de vennootschap;
- 7° provinciegouverneur of lid van de Bestendige Deputatie.

§ 8. Wanneer een bestuurder de bepalingen van het vorige lid overtreedt, moet hij ontslag nemen. Indien hij nalaat dit te doen wordt hij na verloop van een termijn van één maand na zijn benoeming van rechtswege geacht zijn mandaat te hebben neergelegd, zonder dat dit afbreuk doet aan de rechtsgeldigheid van de handelingen die hij inmiddels heeft gesteld of van de beraadslagingen waaraan hij in de betrokken periode heeft deelgenomen.

§ 9. De Koning benoemt, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, de voorzitter van de raad van bestuur, alsmede de ondervoorzitter. De afzetting van de voorzitter en de ondervoorzitter in hun hoedanigheid van bestuurder brengt van rechtswege hun ontslag teweeg. In geval van staking van stemmen in de raad van bestuur, is de stem van de voorzitter of, bij diens afwezigheid, van de ondervoorzitter, beslissend. De voorzitter en de ondervoorzitter behoren tot een verschillende taalrol.

§ 10. De raad van bestuur is belast met het toezicht en de controle op de werkzaamheden van het directiecomité en van de directeur-generaal. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de vennootschap.

Le conseil d'administration définit la stratégie de la société sur proposition du comité de direction et approuve chaque année un plan d'entreprise fixant les objectifs de la société et le rapport spécial prévu à l'article 164bis, § 1^{er}, 6°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Ces projets lui sont soumis par le comité de direction.

Le conseil d'administration est également compétent pour :

1° l'approbation du contrat de gestion, ainsi que pour toutes les modifications de celui-ci;

2° l'élaboration de l'inventaire et des comptes annuels à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale de même que le rapport de gestion visé à l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

3° la prise de participation dans les sociétés, groupements, associations ou institutions de droit public ou privé existants ou à créer;

4° la convocation de l'assemblée générale.

Le directeur général et le comité de direction

Art. 12. § 1^{er}. Le directeur général est chargé de la gestion journalière de la société. Il est assisté d'un comité de direction, qu'il préside. Le directeur général ou le conseil d'administration peuvent déléguer certaines tâches de gestion journalière à des membres du comité de direction.

Le directeur général est nommé pour un terme de six ans renouvelable une fois, sur base de ses connaissances en matière culturelle ou en matière de gestion.

Le comité de direction a notamment pour tâche d'initier la programmation culturelle telle qu'elle est définie à l'article 3.

§ 2. Le comité de direction est composé de quatre membres au plus, en ce compris le directeur général.

Un seul des membres du Comité de direction pourra être d'une nationalité autre que la nationalité belge. Dans ce cas, le nombre de membres du Comité de direction pourra être porté à cinq.

Le comité de direction compte autant de membres belges d'expression française que d'expression néerlandaise.

Au moins un des membres du Comité de direction sera choisi sur base de ses compétences en matière culturelle.

§ 3. La société est valablement représentée à l'égard des tiers par :

— soit le directeur général agissant conjointement avec un membre du comité de direction qu'il désigne;

— soit par deux membres du comité de direction agissant conjointement et désignés par le directeur général.

§ 4. Le directeur général est nommé et révoqué par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Les autres membres du comité de direction sont nommés par le conseil d'administration sur proposition du directeur général pour des termes renouvelables de six ans. Ils sont révoqués par le conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

§ 5. Le directeur général est invité à toutes les réunions du conseil d'administration et y a voix consultative.

CHAPITRE III. — *Contrat de gestion*

Contenu et durée

Art. 13. § 1^{er}. Le contrat de gestion à conclure entre l'Etat fédéral et la société régle au moins les matières suivantes :

1° Les modalités selon lesquelles la mission de service public de la société, telle qu'énoncée à l'article 3, § 1^{er}, 1°, sera assurée.

2° la description des lignes de force et des accents spécifiques en matière de programmation culturelle;

3° la fixation, le calcul, les conditions et les modalités de paiement des subventions éventuelles à charge du Budget général des Dépenses de l'Etat fédéral;

4° la manière dont les intérêts financiers de l'Etat fédéral sont garantis;

De raad van bestuur bepaalt de strategie van de vennootschap op voorstel van het directiecomité en keurt elk jaar een ondernemingsplan goed waarin de doelstellingen van de vennootschap worden vastgelegd en het bijzonder verslag bedoeld in artikel 164bis, § 1, 6° van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Deze voorstellen worden hem door het directiecomité voorgelegd.

De raad van bestuur is eveneens bevoegd voor :

1° de goedkeuring van het beheerscontract evenals van elke wijziging hiervan;

2° het opmaken van de inventaris en van de jaarrekeningen die aan de goedkeuring van de algemene vergadering worden voorgelegd, evenals van het beleidsverslag voorzien in artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen;

3° de participatie in bestaande of op te richten publiek- of privaatrechtelijke vennootschappen, groeperingen, verenigingen of instellingen;

4° de samenroeping van de algemene vergadering.

De directeur-generaal en het directiecomité

Art. 12. § 1. De directeur-generaal is belast met het dagelijks beheer van de vennootschap. Hij wordt bijgestaan door een directiecomité dat hij voorziet. De directeur-generaal of de raad van bestuur kunnen bepaalde taken van dagelijks beheer delegeren aan leden van het directiecomité.

De directeur-generaal wordt op grond van zijn kennis van culturele aangelegenheden of inzake beheer benoemd, voor een termijn van zes jaar, eenmaal hernieuwbaar.

In het bijzonder initieert het directiecomité de culturele programmatie zoals omschreven in artikel 3.

§ 2. Het directiecomité bestaat uit hoogstens vier leden, met inbegrip van de directeur-generaal.

Eén enkel lid van het directiecomité kan van een andere, dan van de Belgische nationaliteit zijn. In dat geval wordt het aantal leden van het directiecomité op vijf gebracht.

Het directiecomité telt evenveel Franstalige leden als Nederlandstalige leden van Belgische nationaliteit.

Tenminste een van de leden van het directiecomité wordt gekozen op basis van zijn competenties op cultureel vlak.

§ 3. De vennootschap is geldig vertegenwoordigd tegenover derden door :

— hetzij de directeur-generaal handelend samen met een ander lid van het directiecomité dat hij aanduidt;

— hetzij twee leden van het directiecomité samen optredend en aangeduid door de directeur-generaal.

§ 4. De directeur-generaal wordt benoemd en ontslagen door de Koning, door een in Ministerraad overlegd besluit. De andere leden van het directiecomité worden benoemd door de raad van bestuur op voordracht van de directeur-generaal voor hernieuwbare termijnen van zes jaar. Ze worden ontslagen door de raad van bestuur met een twee-derde meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

§ 5. De directeur-generaal wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en heeft er een raadgevende stem.

HOOFDSTUK III. — *Beheerscontract*

Inhoud en duur

Art. 13. § 1. Het tussen de Federale Staat en de vennootschap te sluiten beheerscontract regelt ten minste de volgende aangelegenheden :

1° De modaliteiten volgens dewelke de openbare dienstverlening van de vennootschap, zoals vermeld in artikel 3, § 1, 1°, zal verzekerd worden.

2° de beschrijving van de grote lijnen en accenten inzake culturele programmatie;

3° de vaststelling, de berekening, de voorwaarden en modaliteiten van betaling van de eventuele toelagen ten laste van de Algemene Uitgavenbegroting van de Federale Staat;

4° de manier waarop de financiële belangen van de Federale Staat worden gewaarborgd;

5° les obligations en matière de contrôles interne et externe;

6° la manière dont un service multilingue sera assuré à la clientèle et aux partenaires de la société;

7° les contrats à long terme avec les sociétés, groupements, associations et institutions qui contribuent activement à la réalisation de l'objet social.

§ 2. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de cinq ans au plus.

§ 3. Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et à la date fixée par cet arrêté.

§ 4. Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat de gestion, le comité de direction soumet au ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions, un projet de nouveau contrat de gestion. Si, à l'expiration du contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions.

CHAPITRE IV. — *Tutelle administrative*

Commissaires du gouvernement

Art. 14. § 1^{er}. La société est soumise au pouvoir de contrôle du ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions et du ministre du Budget. Ce contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires du gouvernement, nommés et révoqués par le Roi. L'un est nommé sur la proposition du ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions, l'autre sur la proposition du ministre du Budget.

Le Roi détermine la rémunération des commissaires du gouvernement. Cette rémunération est à charge du Budget général des Dépenses de l'Etat fédéral.

Le Roi peut régler, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'exercice de la mission, les moyens d'actions et le statut des commissaires.

§ 2. Les commissaires du gouvernement veillent au respect de la loi, des statuts de la société et du contrat de gestion.

§ 3. Les commissaires du gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration et y ont voix consultative. Les commissaires du gouvernement reçoivent l'ordre du jour complet, ainsi que tout document y relatif.

Chaque commissaire du gouvernement peut, à tout moment, prendre connaissance, sur place, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la société. Chaque commissaire du gouvernement peut requérir des administrateurs, du directeur général, des membres du comité de direction, des agents et des préposés de la société toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

La société transmet immédiatement à chaque commissaire du gouvernement les remarques du Collège des commissaires visé à l'article 15, ainsi que les réponses fournies à ces remarques.

La société met à la disposition des commissaires du gouvernement les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution de leur mandat.

§ 4. Chaque commissaire du gouvernement peut, dans un délai de quatre jours ouvrables, introduire un recours auprès du ministre auquel il fait rapport contre toute décision des organes de la société qu'il estime contraire à la loi, aux statuts de la société ou au contrat de gestion. Ce recours existe également contre toute décision visant à confier à des tiers des tâches que la société peut exécuter elle-même.

Le délai pour exercer un recours contre une décision du conseil d'administration court à partir du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

Le recours est suspensif.

5° de verplichtingen inzake intern en extern toezicht.

6° de wijze waarop een meertalige dienstverlening aan het cliënteel en aan de partners van de vennootschappen zal verzekerd worden;

7° lange termijn overeenkomsten met de vennootschappen, groepingen, verenigingen en instellingen die actief deelnemen aan de verwezenlijking van het maatschappelijk doel.

§ 2. Het beheerscontract wordt afgesloten voor een duur van minstens drie en hoogstens vijf jaar.

§ 3. Het beheerscontract treedt slechts in werking na goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, vanaf de datum vastgelegd in dit besluit.

§ 4. Uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van het beheerscontract, legt het directiecomité aan de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen een ontwerp van nieuw beheerscontract voor. Indien bij het verstrijken van het beheerscontract geen nieuw beheerscontract in werking is getreden, wordt het contract van rechtswege verlengd tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract in werking getreden is. Deze verlenging wordt door de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK IV. — *Administratief toezicht*

Regeringscommissarissen

Art. 14. § 1. De vennootschap staat onder de controlebevoegdheid van de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen en de minister van Begroting. Deze toezichtbevoegdheid wordt uitgeoefend door bemiddeling van twee regeringscommissarissen, benoemd en afgezet door de Koning. De ene op voordracht van de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen, de andere op voordracht van de minister van Begroting.

De Koning stelt de bezoldiging vast van de Regeringscommissarissen. Die bezoldiging is ten laste van de Algemene Uitgavenbegroting van de Federale Staat.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, regelen vaststellen aangaande de uitvoering van de opdracht, de actiemiddelen en het statuut van de commissarissen.

§ 2 De regeringscommissarissen waken over de naleving van de wet, de statuten van de vennootschap en het beheerscontract.

§ 3. De regeringscommissarissen worden uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en hebben er een raadgevende stem. De regeringscommissarissen ontvangen de volledige agenda alsmede elk bijbehorend document.

Iedere regeringscommissaris kan te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van de vennootschap. Iedere regeringscommissaris kan van de bestuurders, van de directeur-generaal, van de leden van het directiecomité, van de ambtenaren en de aangestelden van de vennootschap, alle verduidelijkingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

De vennootschap bezorgt onmiddellijk aan iedere regeringscommissaris de opmerkingen van het in artikel 15 bedoelde college van commissarissen alsmede de op deze opmerkingen gegeven antwoorden.

De vennootschap stelt ter beschikking van de regeringscommissarissen de menselijke en materiële middelen die nodig zijn voor de uitvoering van hun mandaat.

§ 4. Iedere regeringscommissaris kan, binnen een termijn van vier werkdagen, beroep aantekenen bij de minister aan wie hij verslag uitbrengt tegen elke beslissing van organen van de vennootschap, die hij met de wet, met de statuten van de vennootschap, of met het beheerscontract strijdig acht. Dit beroep kan eveneens ingesteld worden tegen elke beslissing die tot doel heeft de taken, die de vennootschap zelf kan uitvoeren, aan derden toe te wijzen.

De termijn om een beroep in te stellen tegen een beslissing van de raad van bestuur gaat in op de dag van de vergadering tijdens dewelke de beslissing werd genomen, voor zover de regeringscommissaris daarop regelmatig werd uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, op de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen.

Nipt beroep is opschortend.

Tout recours d'un commissaire du gouvernement est communiqué le jour même par recommandé au président du conseil d'administration, au directeur général, au ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions et au ministre du Budget.

§ 5. Dans un délai de dix jours ouvrables commençant le même jour que le délai visé au paragraphe 4, le ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions et le ministre du Budget notifient, après concertation, au président du conseil d'administration et au directeur général l'annulation de la décision, s'il échet.

En cas de désaccord entre le ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions et le ministre du Budget, l'un ou l'autre notifie, après concertation et dans le délai de dix jours ouvrables visé à l'alinéa précédent, au président du conseil d'administration et au directeur général, l'absence d'accord et la prolongation à trente jours du délai initial de dix jours.

Si dans le délai de trente jours ouvrables commençant le même jour que le délai visé au paragraphe 4, le ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions et le ministre du Budget trouvent un accord, ils en informent aussitôt le président du conseil d'administration de la société et le directeur général.

A défaut de décision dans le délai de trente jours ouvrables visé à l'alinéa précédent, le Roi statue, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres dans un délai de soixante jours ouvrables, commençant le même jour que le délai au paragraphe 4.

A défaut de décision dans le délai de soixante jours visé à l'alinéa précédent, la décision de la société devient définitive.

§ 6. Chaque année, le conseil d'administration fait rapport au ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions et au ministre du Budget de l'accomplissement par la société de ses tâches de service public.

Chaque année, le ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions fait rapport à la Chambre des représentants de l'application de la présente loi.

§ 7. Lorsque le respect de la loi, des statuts de la société ou du contrat de gestion le requiert, le ministre fédéral qui a les affaires culturelles dans ses attributions, le ministre du Budget ou chaque commissaire du gouvernement peuvent requérir de l'organe de gestion compétent une délibération dans le délai qu'ils fixent, sur toute question qu'ils déterminent.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

Commissaires réviseurs

Art. 15. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financières, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels, au regard de la présente loi et des statuts, est confié à un collège de quatre commissaires.

§ 2. Deux commissaires sont nommés par l'assemblée générale de la société, parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

Deux commissaires sont nommés par la Cour des comptes.

§ 3. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de quatre années.

CHAPITRE VI. — *Dispositions sociales*

Personnel

Art. 16. § 1^{er}. A dater de la constitution de la société, les droits et obligations des membres du personnel de la personne juridique de droit public dénommée "Palais des Beaux-Arts" transférés au sein de la société sont continués de plein droit à charge et au bénéfice de la société dans le cadre du régime statutaire en vigueur au sein de la personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts ».

Elk beroep van een regeringscommissaris wordt dezelfde dag bij aangetekend schrijven medegedeeld aan de voorzitter van de raad van bestuur, aan de directeur-generaal, aan de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen en aan de minister van Begroting.

§ 5. Binnen een termijn van tien werkdagen, ingaand op dezelfde dag als de in paragraaf 4 bedoelde termijn, betekenen de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen en de minister van Begroting, na overleg, aan de voorzitter van de raad van bestuur en aan de directeur-generaal desgevallend, de nietigverklaring van de beslissing.

Indien geen akkoord wordt bereikt tussen de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen en de minister van Begroting, betekent de ene of de andere, na overleg en binnen de in het vorige lid bedoelde termijn van tien werkdagen, het ontbreken van een akkoord en de verlenging tot dertig dagen van de oorspronkelijke termijn van tien dagen, aan de voorzitter van de raad van bestuur en aan de directeur-generaal.

Indien, binnen de termijn van dertig werkdagen, ingaand op dezelfde dag als de in paragraaf 4 bedoelde termijn, de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen en de minister van Begroting tot een akkoord komen, brengen zij de voorzitter van de raad van bestuur van de vennootschap en de directeur-generaal daarvan onmiddellijk op de hoogte.

Bij ontstentenis van een beslissing binnen de in het vorige lid bedoelde termijn van dertig werkdagen, doet de Koning uitspraak bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit binnen een termijn van zestig werkdagen, ingaand op dezelfde dag als de termijn bedoeld in paragraaf 4.

Bij ontstentenis van een beslissing binnen de in het vorige lid bedoelde termijn van zestig werkdagen, krijgt de beslissing van de vennootschap een definitief karakter.

§ 6. Elk jaar brengt de raad van bestuur verslag uit bij de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen en de minister van Begroting over de uitvoering door de vennootschap van haar taken van openbare dienst.

Elk jaar brengt de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen verslag uit bij de Kamer van volksvertegenwoordigers betreffende de toepassing van deze wet.

§ 7. Wanneer de naleving van de wet, van de statuten van de vennootschap of van het beheerscontract dit vereist, kan de federale minister die bevoegd is voor de culturele instellingen en de minister van Begroting of iedere Regeringscommissaris van het bevoegde bestuursorgaan een beraadslaging vorderen, binnen de door hen gestelde termijn, aangaande iedere door hen bepaalde aangelegenheid.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Commissarissen-revisoren

Art. 15. § 1. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid van de verrichtingen die in de jaarrekeningen weergegeven moeten worden vanuit het oogpunt van deze wet en van de statuten, wordt aan vier commissarissen toevertrouwd.

§ 2. Twee commissarissen worden door de algemene vergadering van de vennootschap benoemd onder de leden, natuurlijke personen of rechtspersonen, van het Instituut der bedrijfsrevisoren.

Twee commissarissen worden benoemd door het Rekenhof.

§ 3. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

HOOFDSTUK VI. — *Sociale bepalingen*

Personeel

Art. 16. § 1. Vanaf de oprichting van de vennootschap, worden de rechten en verplichtingen van de personeelsleden van de publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten » die overgedragen werden aan de vennootschap, van rechtswege voortgezet ten laste en ten voordele van de vennootschap in het kader van het statutair regime van kracht bij de publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten ».

§ 2. Tout nouveau recrutement de membres du personnel postérieur à la constitution de la société sera effectué en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 3. Chaque membre du personnel statutaire de la personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts » qui a été transféré à la société, pourra, dans un délai de six mois prenant cours à la date du transfert du personnel, opter pour le régime contractuel, par pli recommandé adressé au directeur général de la société.

§ 4. La société et les organisations syndicales représentatives concluront au sein de la commission paritaire prévue au paragraphe 7 du présent article les conventions nécessaires en vue de préserver les droits des membres du personnel de la personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts » qui ont été transférés à la société et ont opté pour le régime contractuel conformément au paragraphe 3, en matière de sécurité d'emploi, de pension, et de rémunération, sans préjudice de la primauté des règles impératives ou hiérarchiquement supérieures à ces conventions.

Jusqu'à l'entrée en vigueur des conventions visées à l'alinéa précédent, les droits et obligations du personnel ayant opté pour le régime contractuel, conformément au paragraphe 3 du présent article, sont continués de plein droit à charge ou au bénéfice de la société dans le cadre de contrats individuels de travail, sous réserve de leur compatibilité avec l'ensemble des règles impératives ou hiérarchiquement supérieures auxdits contrats de travail individuels.

§ 5. A dater de l'exercice de l'option pour le régime contractuel prévue au paragraphe 3 du présent article, l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en matière de droit du travail individuel et collectif et de la sécurité sociale des travailleurs salariés s'appliqueront à la société et aux membres du personnel transférés et ayant opté pour le régime contractuel conformément au paragraphe 3 du présent article.

§ 6. La fixation du statut du personnel et du statut syndical est organisée conformément et par référence aux articles 32, 33, 34 et 35 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

§ 7. Il est institué au sein de la société une commission paritaire conformément à l'article 30 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

CHAPITRE VII. — *Dispositions diverses*

Dissolution

Art. 17. La dissolution de la société ne peut être prononcée que par ou en vertu d'une loi. La loi règle le mode et les conditions de la liquidation dans le respect de l'article 164bis, § 1^{er}, 9° des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Entrée en vigueur

Art. 18. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

La loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts » est abrogée à la date de la constitution de la société.

Dispositions finales

Art. 19. 1° La société peut transiger et compromettre.

2° La société peut recevoir des dons et des legs.

3° Elle est exonérée de l'obligation de paiement de tout droit de succession.

§ 2. Elke nieuwe aanwerving van personeelsleden na de oprichting van de vennootschap zal gebeuren krachtens een arbeidsovereenkomst beheerst door de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten.

§ 3. Elk statutair personeelslid van de publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten » dat werd overgedragen aan de vennootschap, zal, binnen een periode van zes maanden, die aanvangt op de dag van de overdracht van het personeel, bij aangetekend schrijven aan de directeur-generaal van de vennootschap, kunnen verklaren te kiezen voor het contractueel regime.

§ 4. De vennootschap en de representatieve vakorganisaties zullen in de schoot van het paritair comité zoals voorzien in paragraaf 7 van dit artikel de nodige overeenkomsten sluiten om de rechten inzake werkzekerheid, pensioen en bezoldiging te waarborgen van de personeelsleden van de publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten » overgedragen aan de vennootschap en die gekozen hebben voor het contractueel regime conform paragraaf 3 van dit artikel, zonder afbreuk te doen aan dwingende bepalingen of aan bepalingen die hiërarchisch hoger zijn dan deze overeenkomsten.

Tot op het ogenblik van de inwerkingtreding van de overeenkomsten, bedoeld in het voorafgaande lid, worden de rechten en verplichtingen van het personeel, dat gekozen heeft voor het contractueel regime, overeenkomstig paragraaf 3 van onderhavig artikel, van rechtswege voortgezet ten laste of ten voordele van de vennootschap in het kader van individuele arbeidsovereenkomsten, onder voorbehoud van hun verenigbaarheid met het geheel van de dwingende bepalingen of van hiërarchisch hogere normen dan de individuele arbeidsovereenkomsten.

§ 5. Vanaf de uitoefening van de keuze voor het contractueel regime voorzien in paragraaf 3 van onderhavig artikel, zal het geheel van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het individueel en collectief arbeidsrecht en de sociale zekerheid voor werknemers van toepassing zijn op de vennootschap en op de overgedragen personeelsleden die gekozen hebben voor het contractueel regime overeenkomstig paragraaf 3 van onderhavig artikel.

§ 6. Het vaststellen van het personeels- en syndicaal statuut zal geschieden overeenkomstig en via een verwijzing naar de artikelen 32, 33, 34 en 35 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

§ 7. Er wordt in de schoot van de vennootschap een paritair comité opgericht overeenkomstig artikel 30 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

HOOFDSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

Ontbinding

Art. 17. De ontbinding van de vennootschap kan slechts bij of krachtens een wet worden uitgesproken. De wet regelt de wijze en de voorwaarden van de vereffening, met inachtnaam van artikel 164bis, § 1, 9° van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Inwerkingtreding

Art. 18. De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt.

De wet van 12 augustus 1981 houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd « Paleis voor Schone Kunsten » wordt op datum van de oprichting van de vennootschap opgeheven.

Slotbepalingen

Art. 19. 1° De vennootschap kan dadingen aangaan en compromissen sluiten.

2° De vennootschap kan schenkingen of legaten ontvangen.

3° De vennootschap is vrijgesteld van de betaling van erfenisrechten.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires*

Sociétés affiliées

Art. 20. § 1^{er}. A dater de la constitution de la société, les droits et obligations des sociétés affiliées sont continués de plein droit à charge et au bénéfice de la société, sous la réserve précisée au paragraphe 2.

§ 2. Les dispositions du paragraphe 1^{er} régiront les rapports entre les sociétés affiliées et la société tant que le conseil d'administration et le comité de direction de la société n'auront pas défini les critères, conditions et règles des partenariats à établir en application de l'article 3, 1^{er} alinéa, 2^o.

TITRE II. — De la modification de la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale

Art. 21. Le dernier alinéa de l'article 14 de la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Met 's Land zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session extraordinaire 1995.*

Chambre des représentants :

Document parlementaire. — Proposition de loi relative aux institutions culturelles fédérales, n° 50/1.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Amendements, n° 50/2 à 5. — Rapport, n° 50/7. — Texte adopté par la Commission, n° 50/8. — Texte du projet de loi adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50/9.

Annales parlementaires. — Séance du 30 avril 1999.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1420/1. — Texte adopté par la Commission, n° 1-1420/3. — Texte du projet de loi adopté en séance plénière, n° 1-1420/4.

Annales parlementaires. — Séance du 30 avril 1999.

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 2756

[99/09883]

4 AOUT 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire, notamment l'article 31;

Considérant que l'exécution de l'arrêté précité ne pourra être réalisée à la date du 1^{er} septembre 1999 et que les données nécessaires pour la création du service ne pourront pas être transmises pour cette date par les organes représentatifs compétents;

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

Aangesloten verenigingen

Art. 20. § 1. Vanaf de oprichting van de vennootschap blijven alle rechten en verplichtingen van de aangesloten verenigingen in rechte behouden ten voordele en ten laste van de vennootschap, onder voorbehoud evenwel van de bepalingen van paragraaf 2.

§ 2. De bepalingen van paragraaf 1 regelen de verhouding tussen de aangesloten verenigingen en de vennootschap zolang de raad van bestuur en het directiecomité van de vennootschap geen nadere criteria, voorwaarden en regels voor de in te voeren partnerverhoudingen hebben vastgelegd, met toepassing van artikel 3, eerste lid, 2^o.

TITEL II. — Wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad

Art. 21. Het laatste lid van artikel 14 van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Buitengewone zitting 1995.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stuk. — Wetsvoorstel betreffende de federale culturele instellingen, nr. 50/1.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Amendementen, nr. 50/2 tot 5. — Verslag, nr. 50/7. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 50/8. — Tekst van het wetsontwerp aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50/9.

Parlementaire handelingen. - Vergadering van 30 april 1999.

Senaat :

Parlementaire stukken. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1420/1. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-1420/3. — Tekst van het wetsontwerp aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1-1420/4.

Parlementaire handelingen. — Vergadering van 30 april 1999.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 2756

[99/09883]

4 AUGUSTUS 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende eredienssten en morele consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende eredienssten en morele consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut, inzonderheid artikel 31;

Overwegende dat de uitvoering van voornoemd besluit niet op 1 september 1999 kan gerealiseerd worden en dat de gegevens noodzakelijk voor de oprichting van de dienst niet voor die datum kunnen worden overgemaakt door de bevoegde representatieve organen;